

La qualité, facteur d'optimisation des ressources



Serge ANTOINE

M. le Président, j'ai effectivement les titres que vous avez énumérés, mais je ne sais pas si j'ai autorité pour parler de ce sujet difficile qu'est la qualité.

Je vous remercie en tout cas d'avoir appelé les grands thèmes des journées le « défi de la qualité », ce qui veut dire que ce n'est pas en termes absolus que le phénomène se pose, mais en problèmes de cheminement vers la qualité. Ceci me permet d'être sûrement plus modeste quant à ce que je vais dire, car je crois qu'il y a encore beaucoup d'interrogations à se poser, non seulement sur ce vers quoi nous allons, mais également sur les moyens d'y aller. D'ailleurs, si nous n'abordions pas cet aspect-là des moyens, nous risquerions de ne pas faire avancer ce débat « qualité/quantité » qui n'est pas nouveau

Il n'est pas nouveau parce que nous sommes encombrés, comme l'est notre littérature, de tous ceux qui, en exaltant quelquefois d'ailleurs un faux humanisme, nous ont décrit dans le « meilleur des mondes » cette opposition qu'il y avait entre la série et la qualité (entre les abattoirs de Chicago et la bonne charcuterie de chez nous !). Ils nous ont montré qu'il y a un problème, mais souvent ont véhiculé tant de fausses pistes que je crois qu'il faut ne pas trop regarder, en arrière sur tout ce qui a été dit.

Qui d'entre nous ici, au cours de notre scolarité qui est longue (si notre formation permanente n'est pas encore terminée) n'a pas écrit sur ce sujet idéal de dissertation ? (Ce débat « quantité/qualité » étant posé de la manière où généralement on nous pose les sujets en France — je ne dis pas les problèmes — c'est-à-dire en opposition).

Mais, grâce précisément aux discussions sur les moyens, je pense

que sera surmonté ce problème d'opposition.

Ce qui m'a rassuré pour venir ici, c'est que ce débat n'a pas été posé par des philosophes, mais par des gens de métier, des organisations de métier ; et en ce sens, l'AFNOR et l'AFCIQ, par ce qu'elles ont fait, par ce qu'elles vont faire encore dans ce domaine, tranquillement m'amènent à pouvoir dire certaines choses. Plus nous serons modestes dans cette quête de la qualité, plus nous avancerons pas à pas — un peu comme on dit en Lorraine : « y aller en marchant » — et plus nous apporterons quelque chose.

J'ai dit que ce débat n'était pas nouveau, mais il est actuel. Pourquoi actuel ?

Parce que la problématique des ressources renouvelles considérablement ce débat qui était, il faut bien le dire, bloqué tant qu'il se posait en termes de « série opposée à qualité », de « quantité opposée à la qualité ».

Cette attention à la ressource, à son optimisation, je crois que nous commençons seulement à y être sensibles.

Vous avez parlé, M. le Président, du choc du Kippour pour nous faire ouvrir les yeux, et du choc de l'OPEP. Or, il y a eu également le choc du Club de Rome (1) dont l'ouvrage « Halte à la croissance » était un avertissement.

Pour moi, le Club de Rome a été un moment d'inquiétude globale et internationale (et non pas de vérité révélée).

(1) M. Serge Antoine est membre du Club de Rome.

Ce qui est important, c'est qu'il ait commandité un certain nombre de travaux. Nous en sommes au troisième, et il en commandite encore d'autres.

En France, malheureusement, on a eu tendance à prendre un livre pour une vérité révélée, et même à lui enlever, dans sa parution, le point d'interrogation qui y est quand même et qui est important : « Limite à la croissance ? ». Nous sommes loin d'une bible de la « croissance zéro ».

Je fais cette petite parenthèse, parce que je voudrais, là aussi, dire que la prise de conscience que nous pouvons avoir de la ressource mondiale ne se fait pas à 90°.

Hoover a dit : « La prospérité arrive au coin de la rue ». Je ne peux pas dire que l'inquiétude de la ressource arrive au coin de la rue aussi nettement. Il y a, certes, une préoccupation grandissante, mais bien sûr pas constat de raréfaction subite.

L'analyse de la réalité dit que nous devons simplement faire davantage attention aux stocks ; non pas de l'ensemble des produits, mais d'un certain nombre de ressources non renouvelables.

Peut-être une des avancées intellectuelles les plus intéressantes, depuis ces dernières années, est de commencer à distinguer, dans cette ressource, ce qui est, ce qui peut être renouvelé, ce qui peut être substitué, et ce qui ne l'est pas du tout.

Un rapport très intéressant que je viens de lire a été fait par un comité aux États-Unis, où la ressource pour le futur est non seulement le nom d'une institution éminente, mais aussi une préoccupation de longue date.

Les États-Unis ont, dans le cadre de l'Academy of Sciences, publié récemment un ouvrage qui a été préparé à la fois par les milieux professionnels, industriels entre autres, utilisateurs de ressources, mais aussi par des universitaires, des scientifiques (qui d'ailleurs sont relativement majoritaires dans ce comité).

Ce « Comité pour les ressources minérales et l'environnement » a rendu son rapport il y a deux ou trois mois à peine, et a insisté, non pas sur l'alarme générale que l'on devait avoir, mais sur une stratégie plus serrée. Il a même parlé d'une éthique de l'antigasillage, ce qui nous fait plaisir (le mot de gaspillage étant un mot gaulois, difficile à traduire chez les Anglo-Saxons, je me bats régulièrement avec les traducteurs pour

essayer de ne pas le faire traduire par « waste », qui est beaucoup plus restreint).

Cette éthique de l'antigasillage est ce sur quoi ce rapport a débouché, mais il a débouché sur cette éthique parce qu'il y avait des problèmes, et il en a fait ressortir un certain nombre.

Ces problèmes, évidemment, ont été centrés d'abord sur les réserves énergétiques et les auteurs du rapport ont considéré que les prévisions du gouvernement, les prévisions officielles communément admises aux États-Unis, étaient légèrement trop optimistes.

Ils n'ont pas voulu noircir le tableau, mais ils ont demandé que l'on fasse davantage attention et que l'on se situe en dessous pour les États-Unis, en insistant donc sur des problèmes de difficultés énergétiques, plus sensibles que les Américains ne le disent volontiers quant à leurs possibilités domestiques.

Ils ont insisté aussi sur un certain nombre de produits qui sont des produits internationaux et donc qui nous concernent et pour lesquels nous sommes en compétition, bien souvent, avec les États-Unis.

Je ne voudrais pas ici vous dire ce qui est rare et ce qui n'est pas rare, mais simplement souligner qu'ils ont sélectionné un certain nombre de raretés, surtout pour les attacher à des produits de substitution difficile : le cuivre, l'amiante, l'hélium, le mercure, l'étain.

Voilà un certain nombre de points noirs qui, à l'horizon, même de l'an 2 000 ou du début du siècle prochain, poseront de réels et de graves problèmes.

Cette attention aux ressources passe évidemment et est passée assez largement, depuis ces dernières années, par l'intermédiaire des ressources énergétiques, par l'intermédiaire des ressources en matières.

Mais cette approche ne serait pas complète si on la limitait uniquement aux ressources en matières.

Il y a les ressources humaines qui comptent. Toute la stratégie, toute une stratégie de l'éducation, de l'utilisation des hommes, de l'emploi — du plein emploi — doit être attentive à la notion de raretés humaines.

Ressources humaines, ressources aussi de l'espace ; il est paradoxal, mais intéressant de voir que ceux qui ont le plus d'espace ont tendance à mettre la rareté d'espace en avant dans leurs préoccupations. C'est un savant soviétique qui a dit que « la plus grande rareté du monde est celle de l'espace ».

Cette rareté de l'espace, nous la sentons moins en France que dans d'autres pays européens. Nous avons encore des espaces relativement larges. Mais nous commençons tout de même à constater quelques raretés : le littoral, pour ne mentionner que lui, est un espace convoité, un espace qui commence à être encombré et que nous devons ménager.

Cette course vers le littoral, à la fois industrielle, touristique (et peut-être demain pour l'aquaculture qu'il ne faut pas négliger) devra nécessiter des arbitrages beaucoup plus durs que ceux que nous avons eus à faire maintenant.

Il y a eu des gaspillages d'espace incontestables. La politique d'aménagement du territoire s'est efforcée d'y remédier, d'empêcher justement ces gaspillages. Mais il y a encore beaucoup à faire.

Cette attention aux ressources, qui est grandissante, se fonde donc, me semble-t-il, sur des réalités et débouche sur une éthique.

Le « petit livre grège » qui contient le « rapport sur le gaspillage » (2) est en train de faire son chemin, non pas d'ailleurs de la manière dont souvent les journalistes nous le demandent, en disant : « Bon, il y a des mesures qui ont été proposées : il y a une cinquantaine de mesures concrètes. Qu'est-ce que le gouvernement a fait ? ».

Les virages ne sont pas de ceux-là. Les recommandations du groupe antigaspillage qui avaient été préparées il y a un peu plus d'un an, autour de M. Gruson, sont en train de faire leur chemin — je dirai insidieusement, au bon sens du terme, dans les comportements individuels, dans les comportements collectifs, dans les comportements des « décideurs ».

(2) Rapport établi par divers auteurs, en 1974, réunis autour de M. Gruson et remis au Ministre de la Qualité de la Vie.

La qualité de ce petit livre grège de l'antigaspillage n'est pas d'être un plaidoyer pour l'austérité, mais de faire appel à une autre manière de considérer la croissance (« la croissance, pourquoi faire ? », aurait pu être le titre), et de la considérer dans ses rapports précisément avec la qualité.

Il est assez intéressant de voir la parenté qu'il y a dans les travaux de votre symposium et dans ce rapport de l'antigaspillage.

Je pense que ce livre fera son chemin assez profondément, dans toutes les sociétés développées ; il n'a pas été fait pour la France seule mais pour l'Europe. En paraphrasant l'ouvrage de Paul Hazard sur la crise de la conscience européenne, on pourrait l'appeler une « crise de la conscience de la croissance européenne ».

J'ajouterai — et ceci est important dans la mesure où vous vous attachez à la normalisation — que le moment dans lequel nous nous trouvons ne fait pas simplement redécouvrir la ressource, mais nous fait redécouvrir de nouveaux comportements (du genre de celui de l'antigaspillage) et nous fait aussi redécouvrir l'Objet.

Nous sommes peut-être à un moment privilégié, (nous pourrions peut-être davantage profiter de cette circonstance) qui remet « à plat » un certain nombre d'objets, un petit peu d'ailleurs à la manière où, aux nouvelles recrues, l'on fait quelquefois démonter le fusil et mettre toutes les pièces sur la table, pour voir à quoi elles servent, comment elles se remontent, comment elles s'emboîtent, comment elles s'entretiennent.

Cette remise en cause de l'objet me paraît aujourd'hui aller beaucoup plus loin qu'il y a quelques années, où nous avons assisté à une revendication assez confuse contre la société de consommation (ce qui ne veut pas dire grand chose, car nous sommes tous des consommateurs et que l'on n'annihile pas la consommation). Beaucoup plus que dans les périodes où l'on a essayé de brûler des engins, (ce qui rappelle les canuts et j'en connais beaucoup dans la génération actuelle qui brûleraient volontiers la voiture...), nous avons, à l'heure actuelle, une attitude intéressante qui reprend les objets pour demander à quoi ils servent dans la société contemporaine ; c'est-à-dire qu'on les analyse à la fois dans leur finalité et dans leurs composantes.

Il naît, pour l'objet, une sorte de comptabilisation nouvelle, je l'ai dit ici, à cette même place il y a deux ans, dans un colloque sur l'énergie. Cette attention aux composantes de l'objet est quelque chose de tout à fait nouveau. On s'aperçoit que nous n'en savons pas grand chose, au point qu'on peut dire des choses énormes sans être démenti. Et aujourd'hui je peux vous redire ce que j'ai dit à l'époque, à savoir que dans un litre de lait anglais il entre un litre d'essence. Ce n'est pas simplement une image, c'est une expression de comptabilité économique : pour faire un litre de lait anglais, il faut un litre d'essence, entre le point de départ et le point d'arrivée où la ménagère reçoit à sa porte son litre de lait.

Certains ont même dit que pour fabriquer une voiture il fallait plus d'énergie que pour la faire circuler normalement sa vie durant.

Ce qui prouve que nous sommes surpris à l'heure actuelle par cette analyse du contenu de l'objet. Je crois que nous avons à redécouvrir cette comptabilité qui n'est pas faite dans nos sociétés.

Nous avons délibérément tourné le dos, dans notre économie marchande, dans notre comptabilité marchande, à une comptabilité de stock, et à une comptabilité-matières qui est, je crois, un des éléments qui va ressortir comme une nécessité dans les temps qui vont venir, et qui va nous permettre d'ailleurs d'avoir d'autres comportements.

On a les comportements que l'on a ; on a la comptabilité que l'on mérite.

La comptabilité nous aide à avoir de meilleurs comportements, nous

pourrions avoir une meilleure comptabilité pour de meilleurs comportements.

L'approche comptable du patrimoine n'est pas simplement une approche comptable mais une approche avec obligation. Il y a une gestion « bon père de famille » qui s'est véhiculée et se véhicule encore dans le droit ; la comptabilité nous permet de véhiculer des obligations : l'obligation d'amortissement, par exemple.

La comptabilité n'est pas simplement un constat, elle est peut-être une règle de marche.

Dans ce qui nous paraît nouveau à l'heure actuelle, il y a donc non seulement une éthique de l'antigaspillage, non seulement davantage d'attention à la ressource, mais aussi une attention profonde à l'objet, dans une contestation vraie de l'objet.

Et ceci me paraît important dans la mesure où c'est une contestation à froid. Elle permet donc aux plus froids d'entre nous de revoir peut-être les stratégies individuelles ou collectives vis-à-vis des objets qui nous entourent, qui ont bien été souvent des réponses aux mythes, aux obsessions de standing, ou de céder à la boulimie d'une société souvent malade ; l'encombrement de l'objet étant, assez souvent, une manière de fuite, en avant.

Je crois que nous pouvons très utilement profiter de ce moment.

Dans cette attention à la ressource, que peut faire la qualité ? Est-ce que la qualité peut nous aider à optimiser la ressource ?

Je crois qu'il faut maintenant essayer de renouer la question qui est posée au cours de ce symposium.

D'abord, je dois dire qu'il faut se garder de se précipiter dans quelque porte trop facilement ouverte. La première tendance est de dire que dans la société qui est la nôtre, dans la simplicité qui est la nôtre, la société va tourner le dos à la qualité, ira volontiers vers le blue jean et la tôle ondulée sur quatre roues — je ne fais allusion à aucune marque, bien sûr. Ces images sont simplement celles d'une société qui va vers un besoin de simplicité, d'un besoin de retour « au naturel ».

Je crois qu'elles n'expliquent pas tout et que si l'on se contentait simplement de regarder ces images, on se tromperait dans le rapport quantité/qualité, ou dans l'aspiration à la qualité qui est très profonde, même dans les périodes de dénûment.

La conjoncture qui est la nôtre, même si elle est en effet difficile, véhicule, en fait, de la meilleure façon des aspirations à la qualité. Une psychanalyse de notre société nous montrerait que l'aspiration à la qualité n'est pas faite du moment délicieux du superflu d'une société qui va vers l'abondance.

Cette aspiration à la qualité est aussi celle d'une société en difficulté ; je pense qu'il faut faire attention à cela.

Il faut faire attention aussi au fait que nous sommes dans une société qui n'a pas tourné le dos à la qualité. Je le dis très nettement : nous avons encore besoin de la qualité. Il peut y avoir des sociétés en non-croissance, il peut y avoir des sociétés en croissance zéro, ou des sociétés en décroissance. Nous devons avoir davantage de liberté à cet égard. Cette liberté à l'égard de la croissance implique que l'on ne raisonne pas en termes universalistes.

Toutes les communes françaises, par exemple, (il y en a, je crois, 37 000) ne sont pas faites pour avoir toutes la fierté d'avoir une population supérieure au recensement suivant ; il faut un petit peu plus de décontraction dans cela.

Mais ceci étant, nous sommes en France, nous sommes en Europe en 1975, et la croissance quantitative est encore nécessaire.

J'ai été aussi commissaire d'une des commissions du VII^e Plan (dans celle de l'aménagement du territoire et du cadre de vie). Il a été dit qu'il serait plus facile pour les problèmes de l'emploi, pour les problèmes même d'aménagement du territoire et de qualité de vie, d'avoir une croissance de l'ordre de 5 % qu'une croissance de l'ordre de 2 %.

Nous ne savons pas ce que sera cette croissance, nous savons simplement qu'elle sera plus modérée qu'elle ne l'était autrefois. Mais nous voyons bien que dans ce dialogue qualité/quantité, ou qualité/croissance, nous avons à travailler dans une société de croissance. Ceci me paraît important : ce n'est pas parce que la croissance sera un peu plus modérée, un peu plus refroidie, que nous n'avons pas à débattre pro-

fondement d'un problème d'adéquation de la quantité avec une certaine croissance.

Nous avons aussi à faire attention à la diversité des situations, et à ceux qui ont besoin, dans une société, de la quantité avant tout. Je ne dis pas de la quantité avant la qualité (ce serait les opposer l'une à l'autre et je ne crois pas qu'elles s'opposent).

Mais nous avons à un moment donné, dans toute société, des groupes ou des individus défavorisés, plus défavorisés que l'on ne craint pas d'appeler les pauvres. Et je crois qu'il ne faut pas manquer, dans cette revendication, de voir qu'il y a aussi à satisfaire, en priorité parmi les priorités, des aspirations, des besoins, des réponses à des besoins purement quantitatifs.

Donc, la qualité ce n'est pas la qualité pour quelques-uns, ce n'est pas la qualité élitiste, ce n'est pas la qualité qui vient dans une société de croissance zéro ; ce n'est pas la qualité qui vient après la croissance.

Nous sommes ici au cœur du débat : la qualité est une dimension que nous avons à faire pénétrer dans la croissance au moment de la croissance, et peut-être même, si on le pouvait, avant même la croissance.

C'est important, mais ce n'est pas facile de voir ce qu'est cette dimension et comment on peut l'introduire. Ce n'est pas facile, parce qu'il est facile de parler de la vertu et beaucoup plus difficile de la pratiquer.

Dans les pistes qui sont ouvertes, j'en vois quelques-unes : la première est la durée de vie des biens.

Elle est la première qui vient à l'esprit, parce que plus de durée veut dire moins de choses que l'on jette, et aussi moins d'objets qui sont consommateurs de ressources.

Je pense qu'effectivement nous avons vécu et vivons dans une société de plus en plus éphémère, que nous ne nous rendons pas compte d'ailleurs de ce phénomène, et nous n'avons pas vu, par exemple, qu'en dix ans le taux de durée des voitures a été divisé par deux, qu'il était de 14 ans et qu'il est passé à 7 ans.

Ce phénomène est passé totalement inaperçu dans le panorama de tous les jours ; c'était une dimension importante, on ne l'a pas vue.

Cette éphémérisation de la société, cette « throw away society » comme disent les Anglais ou les Américains, est une tendance de plus en plus forte, probablement excessive.

Dire qu'il faille allonger la vie de tous les produits est peut-être trop aller dans l'autre sens ; en termes de mécanique, que mon ministre, M. Jarrot a employés avant-hier à l'OCDE, cela s'appelle le « pompage » : cela veut dire que le pendulier dans un sens repasse dans l'autre sens, ce qui n'est pas meilleur pour la mécanique lorsque les deux sens sont totalement absolus.

Il y a des biens qui doivent être de courte durée et peut-être même dont il faut encore accélérer l'obsolescence ou l'usure. Je ne pense pas qu'il faille obligatoirement traduire notre aspiration à l'optimisation de la ressource par un allongement systématique de tous les biens que nous fabriquons.

Je ne suis pas sûr que l'espèce d'éternité des tours de la Défense, qui nous entourent ici, soit forcément une bonne chose dans une politique raisonnable de l'urbanisme. Sans avoir à citer Musset, qui disait en 1836 : « Nos sociétés ne vivent que de restes, n'ont jamais pu imprimer à la ville la marque de leur temps ».

Il est important, par exemple, dans chaque génération de s'exprimer d'une manière ou d'une autre ; si elle ne s'exprime pas par les objets qu'elle fabrique ou par l'adéquation au moment où elle arrive, elle fait la guerre ou elle fait pire.

Il n'y a pas que l'optimisation à la ressource ; il faut tenir compte aussi de la psychologie des individus et des sociétés. Il faut que toute génération puisse exprimer la marque de son temps, et ne pas donc dire : « Allongeons la durée de vie des biens, de tous les biens ». Nous devons avoir une stratégie différentielle, peut-être objet par objet, ou milieu par milieu, et nous devons probablement avoir une obsolescence contrôlée. Disons qu'en parlant du bon usage de la qualité, il faut aussi dire bon usage de la durée de vie.

La réponse n'est pas évidente, et je ne suis pas de ceux qui pensent qu'il suffit d'allonger la durée des biens pour nous en tirer.

Par contre, pourrait être intéressante la piste d'allongement de la garantie des produits. La garantie de six mois me paraît ridicule ; un mois, un an, me paraissent insuffisants pour beaucoup de produits.

Nous pourrions donc raisonnablement aller dans ce sens de l'allongement de la garantie. N'étant pas du tout un professionnel des produits, je vous donne simplement ce sentiment qu'il ne faut pas faire une revendication « tous azimuts » de la durée de vie des biens.

D'ailleurs, nous n'avons pas de moyens faciles et automatiques pour le faire, et nous devons y aller aussi en marchant, cas par cas.

Bien entendu, nous sommes très attentifs aux travaux qui se mènent actuellement en concertation, sous la conduite de M. Ansquer, et qui regroupent les Pouvoirs publics et les professionnels pour (en dehors des flashes de l'actualité ou des impulsions que nous pourrions avoir) étudier comment on peut mettre effectivement en pratique cette attention à une plus longue durée d'un certain nombre de produits. Des produits mieux entretenus ? C'est, si l'on veut, une variante du premier sujet.

Cependant, si on ne voyait dans l'entretien que simplement le moyen de prolonger la durée de vie, on se tromperait : la profession de l'entretien ou le geste de l'entretien est quelque chose d'autre ; nous le voyons bien dans la mesure où il y a des événements qui peuvent arriver, dans lesquels les gens qui entretiennent nous font défaut.

Par exemple, les Pouvoirs publics l'année dernière, pour une meilleure isolation des maisons, ont buté non pas sur des matériaux, non pas sur des ressources, mais sur le problème de l'insuffisance des professions d'entretien, au sens le plus large.

Nous voyons bien, à l'heure actuelle, qu'il y a dans l'entretien une fonction de conseil qui n'est pas simplement une fonction d'allongement de durée.

Cet entretien d'une façon générale — je prends le mot tout de même avec ce qu'il comporte de flou — me paraît important, et sous-estimé. Nous avons vécu dans des sociétés bousculées, qui n'ont pas mis à la place qui doit être la sienne, l'entretien.

Dans la quête des emplois, par exemple, de création d'emplois nouveaux, on a été chercher des emplois en amont, sans se soucier de l'aval.

De même, on s'est soucié de l'équipement dans notre pays en particulier, et très rarement du fonctionnement. Nous avons eu souvent des produits ou des équipements collectifs qui n'ont pas la suite et l'usage qu'ils auraient pu avoir.

Nous sommes une nation curieusement peu adaptée, dit-on, à la civilisation industrielle, qui a raté son entrée dans la civilisation industrielle et qui, au moment où elle y est entrée — car il y a eu tout de même un large développement industriel depuis le XVIII^e siècle dans ce pays — n'a pas fait attention à l'ensemble du circuit, n'a pas assez biologisé son approche du développement. Cela va changer, j'en suis persuadé, mais ce sera difficile. On ne pourra pas aligner des statistiques de création d'emplois d'entretien comme on le fait pour la création d'usines neuves.

La troisième piste, c'est que les produits correspondent à des besoins. C'est facile à dire, mais il faut le dire.

Quand il y a deux ans, ici même, j'en ai parlé à propos de la demande énergétique, j'ai soulevé une grande hostilité. Je recommandais de faire une distinction entre la demande et les besoins. C'était le moment où dans l'hymne au « tout électrique » on ne faisait pas du tout attention à ce genre de choses et où le problème était de satisfaire une demande exprimée.

En réalité et, ceci ne vaut pas que pour l'énergie, il faut que nous fassions davantage attention aux besoins réels profondément exprimés, aux aspirations elles-mêmes. Nous devons être reconnaissants à ceux qui remettent en cause nos objets par rapport aux besoins. Il est des professions qui n'ont pas suffisamment d'Illitch pour contester leur utilité. Illitch s'est attaqué à la profession médicale ; le CEREBE en France s'est attaqué beaucoup à la profession pharmaceutique. Il faudrait ouvrir le champ.

Je pense que ce genre de contestation interne de l'objet par rapport au besoin ou par rapport aux finalités sociales est quelque chose à quoi nous devons porter attention si nous voulons effectivement répondre au souci de la qualité, non pas simplement de la qualité dans l'existence du produit, mais dans l'usage qu'on en fait.

Il n'y a pas de piste très facile à décrire ici, mais je pense qu'il faut y regarder de plus près.

On s'apercevra qu'à l'heure actuelle dans le secteur, par exemple, de la résidence de loisir, (je ne dis pas résidence secondaire), l'usage que l'on fait de nos instruments de loisir est proprement scandaleux. Nous sommes à peu près dans une proportion d'utilisation d'un mois par an pour un certain nombre de biens ou quelquefois moins. Il y a des manières qui, sans récuser la propriété ou l'appropriation privée, peuvent changer des comportements et conduire à une meilleure utilisation d'un certain nombre des objets que nous fabriquons.

Il est plus facile d'avoir une voiture et d'être seul dans sa voiture, avec des places vides derrière soi. Il est facile de dire qu'à Montpellier il y a eu échec d'un nouveau système d'utilisation de la voiture. Et cependant, la conférence de l'OCDE, qui vient de se terminer, montre que l'expérience des pools de voitures est à regarder de plus près.

Je ne voudrais pas aller trop loin dans cette adéquation au besoin, mais je voudrais dire que nous devons nous en soucier, non pas simplement dans une attitude philosophique, mais aussi dans une attitude de laboratoire.

Je pense que l'attitude qui a consisté à ne pas regarder de près les nouveaux produits est condamnable. Je ne parle pas simplement de tel produit dangereux. Je pense que nous devrions organiser davantage des laboratoires de contrôle, d'étude, pas simplement sous l'angle de la sécurité, mais sous l'angle de l'utilisation pleine des nouveaux objets ou des nouveaux produits que nous fabriquons.

La dernière piste est évidemment plus adaptée à la ressource : elle nous conduit à regarder davantage dans les objets les composantes qui permettent de les fabriquer.

Dans cette comptabilité, que je viens d'indiquer, on pourrait aller beaucoup plus loin qu'on ne va à l'heure actuelle.

On a tendance, dans une époque manichéenne, à dire qu'il y a tout bien d'un côté ou tout mal de l'autre ; on a tendance à dire qu'il y a des énergies polluantes et des énergies non polluantes. Par exemple, nous sommes partisans de l'énergie solaire, mais pas n'importe comment, et à l'heure actuelle, le vrai problème de l'énergie solaire n'est pas uniquement le stockage ou l'absence de soleil dans un certain nombre de régions. Un des vrais problèmes est celui de la composante des capteurs qui nécessitent beaucoup d'énergie à l'heure actuelle, et des matériaux rares.

Le vrai bilan net de l'énergie solaire n'est donc pas encore décisif — je ne parle pas ici en économie marchande, en rentabilité du solaire, en prix, mais du solaire en bilan matière. Il me paraît important de faire en sorte que, non seulement nous sachions ce que nous ne savons pas, mais que nous traduisions cela dans notre vie économique par un certain nombre de règles du jeu, qui doivent changer.

Je ne suis pas du tout pour une planification de détails, ni pour une intervention de l'État dans le détail de ce qui doit être fait ou pas fait ; je suis incontestablement pour que la société se fabrique des règles du jeu collectives qui introduisent plus nettement, dans les composantes strictement économiques ou financières, le jeu du stock, le jeu du renouvellement, le jeu du prélèvement d'un certain nombre de ressources non renouvelables, le jeu du renouvellement convenable de celles des ressources qui peuvent être renouvelées.

Toute l'attention au **recyclage** va dans le bon sens ; il ne faut pas simplement qu'elle soit externalisée comme elle l'est trop souvent, en disant que le recyclage c'est l'affaire des autres, c'est l'affaire d'une société nationale de recyclage. Le recyclage est une attention qui doit être prise dès le départ, à l'intérieur même des entreprises.

Et je dirai finalement de la qualité la même chose que nous disons souvent de l'environnement : sa vraie chance d'être, c'est d'être internalisée ; le vrai désespoir (et là où il y a un commencement de problème, là où les pollutions apparaissent), c'est lorsqu'il y a externalisation de problèmes à d'autres.

Les déchets de voitures ne seraient pas des déchets de voitures s'il y avait quelque part, soit au niveau producteur soit au niveau du conducteur, l'obligation, la responsabilité, la responsabilisation du déchet lui-même.

M. le Président — si vous m'autorisez encore quelques minutes — je voudrais, en abrégé, énumérer encore quelques pistes possibles pour l'action.

Il y a d'abord la planification qui est un moment important ; ce n'est pas un hasard, ce n'est pas un épiphénomène si la planification renaît comme une ardente obligation. Vous avez d'ailleurs, M. le Président, pris ce mot pour le défi de la qualité.

Cette renaissance du plan est nécessaire ; elle n'est pas un contrôle du hasard, elle est le fruit de la nécessité.

Le VII^e Plan, en France, est un moyen certainement de commencer à donner une plus grande attention à la ressource, une plus grande attention aussi aux besoins eux-mêmes.

Vous lirez la prose de la Commission « Aménagement du territoire et cadre de vie », et vous verrez qu'assez unanimement (toutes les forces sociales y étaient représentées) elle véhicule une autre manière de revendiquer la croissance, le développement et sa répartition.

Ce VII^e Plan, je n'en dirai pas beaucoup plus, puisque M. Bonnaud va, sans doute, en parler tout à l'heure. Une des choses qui m'ont frappé, par exemple, c'est qu'il a insisté beaucoup sur l'existant, beaucoup plus que sur la création. Ceci est vrai notamment dans le domaine de l'habitat. La quantité ce n'est pas du « quantité plus », c'est aussi une manière d'utiliser davantage ce qui existe, donc d'allonger : c'est la réponse exacte à ce que nous avons dit tout à l'heure, d'allonger la durée de vie d'un certain nombre de biens ; non seulement le cœur historique des villes, mais le cœur de l'habitat ancien tout court.

Or, nous avons — dit le VII^e Plan — fabriqué des sociétés qui ont délibérément détruit du capital qui pouvait encore servir. Et ceci n'a pas été dit par des tenants du patrimoine historique, mais par les responsables de la promotion immobilière, par les responsables des Pouvoirs publics chargés de la construction et chargés de l'urbanisme. Voilà qui est important.

Cette revendication, cet appel à l'utilisation davantage de l'existant, dans une société de l'incertain, est quelque chose de très net, qui ressort très nettement de ce VII^e Plan.

Une autre piste peut être trouvée dans un assouplissement des normes stéréotypées.

Ici, je vais choquer probablement certains partisans de la norme pour la norme, mais je tiens à dire là aussi, comme pour la durée de vie des biens, que nous avons de bonnes normes et que nous en avons de mauvaises. Et que la technocratie bureaucratique des Pouvoirs publics de nos sociétés occidentales (je suis prudent, je ne parle pas uniquement de la France) a fabriqué un certain nombre de normes intolérables qui ont suscité des équipements qui ne servent à rien ou qui ne servent qu'à quelques-uns, ou qui sont démesurément trop grands.

Nous avons fabriqué du gigantisme, je le dis ici très librement (à La Défense) on a beaucoup de gigantisme autour de soi. Il faut, à l'heure actuelle, revoir des normes et probablement « dénormaliser » l'action de l'État pour une part, en tout cas, dans la mesure où il s'agit de normes nationales qui ne laissent pas suffisamment apparaître une adéquation à la région ou au site.

Il y a, à l'heure actuelle, dans le domaine de l'habitat, par exemple, une incontestable inadéquation du produit par rapport au site où il se trouve. Je ne parle pas en faveur des architectures folkloriques ; je dis bien dans l'architecture contemporaine, on a fabriqué de la même manière les mêmes produits dans les endroits où il ne devait pas y avoir les mêmes produits.

Nous commençons à voir une prise de conscience de cela, au niveau international, et apparaissent des revendications vers un éco-habitat c'est-à-dire un habitat plus attentif à l'écologie.

M. Ignacy Sachs, Directeur du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement, vous dirait sans doute mieux que moi que, pour l'année 1976, année mondiale de l'habitat, une des choses qui vont ressortir est cette attention de l'habitat à l'écologie et au site, que la norme mondialiste ou même nationale étouffe.

Une autre piste est celle d'une meilleure association des usagers, des consommateurs, en liaison avec les producteurs et avec les Pouvoirs publics, au niveau de la fabrication du produit, au niveau du contrôle du produit, au niveau de l'information.

Cette piste est très importante, et je crois qu'elle vient au bon moment maintenant et qu'elle corrigera la manière « Naderisée » de prendre le problème.

Actuellement, une politique concertée peut voir le jour. A cet égard, nous venons de recevoir un premier rapport qui sera rendu bientôt public, rapport que M. Bauchet a donné dans le cadre d'un groupe « gaspillage-consommation » constitué depuis quatre ou cinq mois, et dont les premières feuilles ont été données au Commissaire général du Plan et au Ministre de la Qualité de la Vie, puis, pour réflexion, à chacun des ministères. Je pense que cette piste de la concertation au niveau de la fabrication du produit, de son contrôle et de l'information des consommateurs, est évidemment au cœur de vos débats.

Le dernier point sur lequel je voudrais insister dans les pistes que j'ai énumérées, porte sur le fait qu'il n'y a pas un produit tout nu, que le produit tout nu existe de moins en moins ; même la maison n'existe plus, c'est la ville qui existe.

C'est la ville qui se vend, et on voit bien d'ailleurs dans les publicités de vente des produits de l'habitat, on voit bien combien l'environnement compte ; c'est l'ensemble de la ville, de l'endroit où se trouve l'habitat qui compte.

Je pense qu'il faudra donc, dans cette politique concertée du produit de qualité, veiller qu'il se situe dans un ensemble qui, si on n'y fait pas attention, ne permettra pas aux bons produits de sortir.

Le cas typique c'est celui qu'a évoqué M. Jarrot hier à l'OCDE : le produit transport en commun, le produit bus — le produit bus électrique puisque c'était son sujet — ne sortira pas s'il n'y a pas une concertation entre un certain nombre de villes qui créeront, qui peuvent créer le marché, s'il n'y a pas une politique urbanistique adaptée à l'émergence de ce nouveau produit, ou s'il n'y a pas non plus une réglementation nouvelle par rapport à ce nouveau produit.

Cette stratégie qui fera naître des produits plus adaptés à la qualité viendra de ce qu'on ne les regardera pas simplement comme des produits, en ne les isolant pas de leur contexte, mais en faisant avancer le contexte en même temps que le produit lui-même.

Un rendez-vous intéressant va, par exemple, avoir lieu dans les deux ou trois mois prochains, au sujet d'une révision des normes de la fiscalité à l'égard de la voiture. Nous avons, à l'heure actuelle, des voitures qui sont le produit d'un certain nombre de choses — le produit de nos goûts, le produit de l'histoire, de l'imagination du travail des ingénieurs — et qui sont aussi d'une certaine manière le produit de la fiscalité. De la même manière que la fiscalité a produit des effets sur les portes et fenêtres, elle peut aussi produire et a produit des effets sur les moteurs que nous avons sur le continent européen.

Il est évident qu'une telle attention à la qualité, une telle remise en cause de l'objet, une telle avancée du

contexte en même temps que de l'objet, ne peuvent pas se faire dans un cadre fermé.

Le cadre européen est un cadre important, non seulement parce qu'il y a compétition comme on dit, mais parce que l'on ne peut raisonnablement et profondément et longuement avancer que si on avance à plusieurs... On a dit que le socialisme était impossible dans un seul pays. Je dirai que la qualité est impossible dans un seul pays.

M. le Président, je vous ai peut-être parlé à bâtons trop rompus : j'ai simplement voulu vous parler de la manière dont je sentais les choses. Là où je suis rassuré, là où je suis le plus optimiste, c'est que ce colloque est placé encore une fois sous le signe non pas du verbe, mais d'une avancée pas à pas de la qualité par des mesures efficaces.

M. le Président, ce n'est pas simplement une manière de remercier les organisateurs que de les remercier en fin de discours, mais une manière surtout de vous dire qu'il y a des chances que nous avancions dans cette bataille de la qualité si les organismes comme les vôtres (par ce colloque et après ce colloque) continuent à s'attacher à ce que vous appelez très justement le « défi de la qualité » ; s'il y a encore beaucoup de choses à faire, l'essentiel est de s'y attaquer.

Discussion

LE PRÉSIDENT

M. le Conseiller, je vous remercie, en mon nom personnel, mais je suis certain de le faire au nom de tout l'auditoire, pour ce remarquable exposé.

Vous avez montré que l'on pouvait allier — et ce fut d'ailleurs un de vos thèmes — la qualité à la quantité des idées qui nous étaient exprimées. Je vous en remercie donc.

Je vais vous demander de vouloir bien répondre à une question qui m'est parvenue et qui vous concerne. Elle est posée par M. Larrieu, Directeur des études industrielles SOCEA qui appartient au groupe Saint-Gobain Pont-à-Mousson. La voici :

« Vous avez parlé, Monsieur, de la rareté des ressources humaines. Ne pensez-vous pas que dans un pays comme la France, où les ressources énergétiques et en matières premières sont rares ou raréfiées, la plus grande richesse est ou devrait être la matière grise, et que par conséquent on devrait s'orienter systématiquement vers sa mise en valeur : élévation du niveau d'éducation, priorité donnée aux activités à forte valeur ajoutée, de manière à tirer le meilleur service de ces ressources matérielles devenues rares ?

Mais comment y parvenir ? La collaboration université-industrie n'a guère progressé dans les années récentes ».

Je lis également la seconde question qui nous parvient. Elle est de M. Frontard, Directeur général de l'AFNOR et Administrateur de l'AFCIQ :

« A propos de ce que vous avez appelé la durée ridicule des garanties constructeur, ne pourrait-on mieux exploiter la différence juridique capitale entre la notion du vice caché, très limitative quant à la nature du défaut, et les délais de contestation ?

Le constat de non-conformité, lui, est presque sans faille si la conformité a fait l'objet de promesses précises et contradictoirement vérifiables.

Pour ses marques NF, l'AFNOR n'est pas enfermée dans les délais de garanties unilatéraux des fabricants, et utilise cette particularité en cas de réclamation du client.

Il en est de même des assurances de qualité données par les fabricants selon les formes perfectionnées que recommande l'AFCIQ ».

Telle est la question que pose le Directeur général de l'AFNOR.

Moi-même, je vais ajouter non pas une question, mais une réflexion qu'a suscitée cet avis que vous avez formulé : « Il ne faut pas être partisan de la norme pour la norme ».

Alors, vous répondant à ces qualités et me fondant sur les exemples que vous avez cités, je me permettrai de vous dire : premièrement, qu'il n'y a pas lieu d'avoir cette inquiétude pour les normes que fait cette maison où nous sommes ; deuxièmement, que ceux que vous avez cités participent plutôt à des règlements.

M. ANTOINE

Je vais répondre maintenant aux trois questions très différentes.

Si vous le permettez, je vais commencer par la vôtre, M. le Président.

J'ai effectivement parlé d'un abus de normes et en ce sens, je ne visais pas simplement la France, mais un certain nombre de pays à habitudes centralisées comme le nôtre. Je pense que notre bureaucratie a secrété un certain nombre de réglementations et de spécifications qui sont excessives par rapport à l'évolution, par rapport aussi à la demande, et notamment à la demande régionalisée ; j'entends par régionalisée non pas uniquement la région institutionnelle, mais l'ensemble des formes territoriales qui peuvent quelquefois mieux prendre en compte les choses.

Je vous en donnerai un exemple. Je viens de survoler avec quelques hélicoptères et la télévision en plus, l'ensemble des Alpes françaises, et de voir les refuges construits depuis 10 ans. Si l'on appliquait le règlement et si l'on ne désobéissait pas au règlement national, à l'heure actuelle, eu égard aux règles de sécurité, il n'y aurait pas de refuges — tout simplement parce que les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et qu'à l'extérieur il y a de la neige, si bien que les gens risquent d'être bloqués à l'intérieur des refuges si l'on applique les règlements nationaux de sécurité. Il a fallu l'intelligence d'un certain nombre de préfets pour changer, pour désobéir à la loi.

M. le Président, je pense que vous avez bien fait de me faire dire, pour que ce soit plus net, ce que j'entendais ici par normes.

En ce qui concerne la question posée par le Directeur général de l'AFNOR, j'ai dit que je n'étais pas technicien. Mais je crois pressentir que la voie que vous proposez, M. Frontard, est une voie importante.

Je ne crois pas à la morale sans obligation. Ce qui est important, c'est que nous ne fassions pas que semer à tout vent l'idée de l'allongement de durée, mais que nous disions qu'il faut trouver des solutions qui obligent. Je vois que ce que vous proposez effectivement relie une plus longue durée à un certain nombre d'obligations entre le producteur, le commerçant et le client.

C'est ce genre de voie, à mon sens, qu'il faudrait prospecter, probablement produit par produit et non pas tous azimuts. Je pense que d'ailleurs votre démarche est une démarche pragmatique au coup par coup. Il faut, me dit le Directeur de l'antipollution, « curiacer » les choses, les prendre une par une jusqu'à ce qu'on les ait réglées.

C'est de cette manière, à mon sens, que l'allongement de la durée pourra être fait en sélectionnant les produits et effectivement en trouvant des formules d'adéquation et d'obligation du genre de celles que vous préconisez.

En ce qui concerne l'intervention de M. Larrieu, peut-être ai-je un petit peu privilégié les matières dans mon intervention, mais j'ai tenu à dire que cette adéquation aux ressources serait totalement incomplète et même qu'il y avait un danger à ne parler que de matières, car on risquerait d'oublier l'attention à la ressource espace, et l'attention — celle que vous citez — à la ressource « hommes ».

L'attention à la ressource-hommes est-elle en contradiction avec une attention aux ressources-matières ? Il en est qui disent : « Oui, vous allez faire attention à faire des économies de matières, mais du coup vous ne ferez plus du tout attention aux salariés et à la population qui travaille ».

Je crois qu'il est facile de répondre à cela. D'abord, la réalité économique n'est pas un gâteau qu'on découpe en secteurs, le secteur matières et le secteur travail. Les relations sont beaucoup plus compliquées entre matières et travail. En tout cas, il faut bien dire qu'il n'y a pas opposition entre l'attention aux ressources-matières et l'attention aux ressources-hommes, mais qu'il faut avoir les deux en même temps.

Quant aux pistes que vous donnez, celle de l'éducation est effectivement importante. Je ne voudrais pas ici que l'on ouvre tout le débat du processus éducatif, mais je dirai, pour ma part, que cette collaboration université-industrie est une piste ; ce n'est pas parce qu'elle n'a pas encore été gagnée et qu'elle n'a guère progressé dans les années récentes, qu'il faille l'abandonner.

Ceci dit, il ne faudrait pas que le dialogue soit uniquement un dialogue université-industrie ; d'abord, il y a d'autres activités que les activités industrielles : les activités agricoles sont importantes, et à l'heure actuelle, nous allons de plus en plus vers des frontières plus difficiles à définir entre l'industrie et l'agriculture (nous allons avoir une industrie de plus en plus écologique, de plus en plus attentive à l'écologie, et une agriculture de plus en plus attentive à la manière dont elle se sert de l'industrie ou dont elle est prolongée par l'industrie).

Il y a aussi d'autres approches, mais il me paraît important, en tout cas, qu'il y ait davantage ce « training in the job ». C'est là la voie et sans doute celle à laquelle vous pensez.

Je donnerai un dernier exemple concret pour terminer : on a constaté que pour les paysagistes, il y avait, en France, un besoin beaucoup plus grand qu'il n'était au cours des dernières années. Alors, on s'est dit : « Est-ce qu'on va faire une école ? » La réponse a été finalement non. On ne fera pas d'école, on ne fera même pas une école sans murs. On prendra des urbanistes, des architectes, des gens qui sortent de l'Agro — des gens qui ont déjà une formation — et on les fera travailler sur des cas concrets.

C'est une formation du faire et non pas une formation du savoir, qui nous paraît importante. Je crois, M. Larrieu, que je vais tout à fait dans votre sens.

LE PRÉSIDENT

Merci, M. le Conseiller, des réponses que vous avez apportées à ces questions.

Je vais donner maintenant la parole à M. Yves Jacques, Conseiller des Affaires étrangères, chargé de mission auprès du Directeur général de l'Industrie, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'ENA, qui fut premier secrétaire à Washington, puis attaché d'ambassade à Rabat, qui fut sous-directeur à l'administration centrale des Affaires économiques et financières, et qui maintenant est au ministère de l'Industrie et de la Recherche, chargé de mission pour les affaires internationales concernant la recherche.

M. le Conseiller vous avez la parole.